

# Comme d'habitude

Comme d'habitude, les Anglais étonneront toujours leur monde. Le Premier ministre promet un référendum à son peuple ; il tient parole. Les Anglais votèrent, librement. Sans bourrage d'urnes. Suivez mon regard. Au fait, la loi électorale anglaise a-t-elle changé pour autant ? Je ne sais pas. En tout état de cause, la majorité – très courte, il faut le reconnaître – vota pour la sortie de l'Europe, cette masse bureaucratique, sans âme, bâtie sur l'argent, technocratique et fragile. Le Premier ministre tire les conclusions de ce désaveu populaire, il rend le tablier d'ici octobre. Ici, tous les scandales du monde n'auront pas raison d'un ministre ; ici mourra Kaci ! Il faut le dire en daridja, c'est plus clair. Donc, leur Premier ministre ira pointer avec les chômeurs, sauf s'il a mis une chkara de côté, pour les mauvais jours. Sauf s'il a mis de côté un logement du côté de Neuilly, chez nos amis les Français. Sauf s'il a réservé une place dans un des paradis fiscaux. Vous voyez, chers amis, comme la démocratie a du bon, quand elle respecte les choix populaires. Même si les Anglais ont perdu leur match face aux débutants islandais, je les trouve tout de même vachement sympathiques. Comme ils quittent l'Europe, ils quittent aussi leur tournoi sportif : c'est honnête ! Voilà un peuple qui n'a jamais abdiqué devant Hitler et ses bombes et qui a défendu, dans l'honneur, leur île. Qu'on se rappelle la célèbre phrase de Churchill, l'homme au chapeau melon : «Je vous promets des larmes et du sang...» Oui, ils roulent à gauche. Et alors ? Oui, ils sont flegmatiques. Et alors ? Oui, ils sacralisent le thé. Et alors ? Mais la volonté populaire est respectée. Et le perdant

dans l'affaire tire les conséquences de ce choix. Ai-je le droit de comparer avec notre pays ? Ou dois-je prendre ce droit ? Depuis que le tour de vis s'applique, j'ai peur de me rendre sur le parvis d'une mairie et d'allumer des bougies, en la mémoire de Matoub, de Djaout, de Mekbel, de Yefsah... Deux cent mille morts ! Une hécatombe, Seigneur ! J'ai peur d'allumer une bougie en leur mémoire, et de me retrouver dans un commissariat. Un citoyen a tenté l'expérience sur les escaliers de la Grande-Poste à Alger, il a été embarqué, manu militari ; il raconte sa mésaventure sur Facebook ; oui, il n'a pas eu le droit d'allumer une bougie en la mémoire de Matoub. C'est regrettable, mais c'est comme ça ! Alors, allumons autant de bougies que nous voulons dans nos cœurs et faisons un feu du tonnerre ! Chez nous, personne ne nous promet des larmes et du sang ; Dieu merci ! Il y a eu assez de larmes et de sang dans les années quatre-vingt-dix. On nous promet qu'il n'y aura pas d'augmentation de salaires, à partir de Tiaret. Car la crise nous frappe de plein fouet. On n'a pas encore plié genoux, mais ça risque d'arriver, plus vite qu'on ne le pense. Soit, n'augmentons pas les salaires. Mais n'augmentons pas le coût de la vie. Ça me semble équitable, comme solution. Le marché, en Algérie, ne respecte aucune règle économique ; encore moins l'offre et la demande. Il fusille à bout portant le consommateur, sans vergogne. Au moment où il ne faut pas, qui plus est. Dans les derniers jours de ce mois de Ramadhan, les prix vont encore flamber, pour que l'Aïd soit le plus cher possible. Bien qu'il m'arrive de dire : «Tant pis pour notre gueule !»

Le patron de Sonatrach n'exclut pas un recours à l'endettement. Comme cela a été exprimé par son homologue de Sonelgaz. Oui, je les crois volontiers. Quoique j'émette une réserve protocolaire. Tout ce qui n'est pas annoncé par le patron du FLN me laisse perplexe. Tant que Saâdani n'a rien dit, j'exprime un doute. Ma voix officielle algérienne, c'est celle de ce dernier. Puis, si on remplit notre bas de laine avec des emprunts, ce ne sera pas la première fois. Puisque nous n'avons pas su gérer et nos sous, et nos ressources du Sud. Ça paraît logique ! De ce fait, j'attends la prochaine sortie de Saâdani, pour en avoir le cœur net. C'est la seule parole qui a du poids dans notre pays. Vivement son retour pour qu'on voie plus clair ! Sur tout. Economie. Elections. Loi électorale. Vivement 2019 pour qu'on sache s'il n'est pas candidat à la présidentielle ! J'attends ce moment avec impatience. Ouais ! L'informel, voilà un sujet brûlant ! C'est quoi l'informel ? Ce qui n'entre pas dans le formel ? Ou dans l'officiel ? On laisse faire l'informel. Il n'est plus noir, il est gris. Toléré, on le laisse prospérer. Il occupe les espaces publics. Ne paie aucun impôt. Crée des désagréments. Parasite le circuit commercial. Puis, un jour, on se réveille d'une longue sieste. L'informel dérange. Il faut le liquider. Il faut le déloger des espaces publics. Dans toutes les villes. Une fois chassé, l'informel revient. Il métastase. Il ne respecte rien. Il vend de tout. De la devise à la plus petite fourchette. Des mouchoirs. Des pantalons. Des cosmétiques. L'informel envahit notre vécu social. Il essaime. Puis, on fait intervenir les forces de l'ordre. La police, quoi ! Et le



Youcef Merahi  
merahi.youcef@gmail.com

combat s'engage, jusqu'à l'émeute. Des blessés, par-ci. Des embarqués, par-là. Mais pourquoi laisser les choses pourrir ? Pourquoi intervenir, ensuite ? Les parkings sauvages doivent être régulés, c'est ma conviction. Sinon pourquoi les avoir tolérés des années durant ? Des indus occupants de logements existent. Allez leur expliquer qu'il faut qu'ils quittent ce domicile qu'ils squattent depuis des années ! Ce que j'explique par le laxisme de l'administration (ou pouvoirs publics), le peuple l'explique par l'absence de l'Etat sur le terrain. Combien ai-je entendu cette affirmation : «Dawla makanch, makanch dawla !» Alors, qui a raison ? Les pouvoirs publics ? Ou le peuple ?

Y. M.